

Europe

# LE DISCOURS SUR LA VICTOIRE : NOUVEAU RÉCIT EUROPÉEN DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

Théo Bourgoïn-Verdier

10/06/2026

**Comment a évolué la stratégie du Rassemblement national (RN) vis-à-vis de son positionnement sur l'Union européenne ? Deux ans après les élections européennes de juin 2024, Théo Bourgoïn-Verdier, co-directeur de l'Observatoire Europe de la Fondation, livre son analyse. Exit le scénario de rupture : les extrêmes droites pesant un quart des sièges au Parlement européen, le RN avance aujourd'hui l'idée de la construction d'« une majorité qualifiée » avec les autres partis d'extrême droite pour réformer l'Union de l'intérieur, et ce dans un contexte de rapprochement idéologique avec la droite européenne.**

En 2027, quatre des cinq pays les plus peuplés de l'Union européenne (UE) – l'Espagne, la France, l'Italie et la Pologne – organiseront des élections nationales<sup>1</sup>. Ce grand soir électoral est présenté par Marine Le Pen comme l'occasion de construire « une majorité qualifiée<sup>2</sup> » d'extrême droite et de prendre le contrôle de l'appareil institutionnel européen.

Ce discours sur la victoire est une nouveauté pour l'extrême droite française et sa dialectique européenne. Il témoigne de l'évolution du rapport de force au Parlement et au Conseil européens et constitue une nouvelle étape dans les évolutions récentes de la stratégie du Rassemblement national. Nous en faisons l'analyse en 2024<sup>3</sup> : après avoir abandonné les scénarios de rupture – la sortie couplée de l'espace Schengen et de l'euro – à l'issue de sa campagne présidentielle de 2017, le parti souverainiste a bifurqué vers la mise en scène d'une opposition entre un projet supposément « fédéraliste » des institutions en place face au camp des souverainistes, dans un rapport de force qu'il présente comme devenant progressivement à son avantage.

La nouveauté, c'est son autoportrait en « première force d'opposition à la Commission européenne<sup>4</sup> ». Une présentation qui s'appuie sur un rapprochement d'idées et d'approche avec le reste de

l'extrême droite et les forces chrétiennes-démocrates du continent sur une série d'enjeux : climat, immigration, sécurité. La mise en scène de victoires concrètes sert ce récit. Le report à 2040 de l'interdiction de commercialisation de véhicules à moteur thermique s'inscrit par exemple dans une volonté plus globale de voir suspendues les mesures du Pacte vert européen<sup>5</sup>.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## Une influence croissante sur la scène institutionnelle

L'influence de l'extrême droite est indéniable dans les trois principales institutions européennes. La plus flagrante progression est au Parlement européen. Depuis 2024, les Patriotes pour l'Europe (PFE) et les Conservateurs et réformistes européens (ECR) constituent les troisième et quatrième forces politiques de l'assemblée devant les libéraux de Renew Europe.

Cette montée en puissance s'observe de la même façon au Conseil européen. Certes, les logiques nationales y prévalent plus que les dynamiques partisanes. Toutefois, les familles politiques d'extrême droite sont représentées par trois dirigeants : Bart de Wever pour la Belgique, Giorgia Meloni pour l'Italie et Andrej Babiš pour la Tchéquie. Ce à quoi on peut ajouter le Slovaque Robert Fico, non affilié ainsi que plusieurs gouvernements soutenus par une coalition où l'extrême droite joue un rôle comme en Finlande et en Croatie. Près d'un quart des membres votants du Conseil est donc lié à une telle formation, que ce soit par un rattachement partisan ou un contrat de coalition au regard du rapport de force sur la scène européenne.

Le phénomène s'inscrit dans le cadre d'une faiblesse historique des forces de gauche au sein de la Chambre haute européenne. Trois dirigeants sont issus du camp social-démocrate<sup>6</sup>, ce qui représente la plus faible représentation depuis l'élargissement de 2004. L'évolution du rapport de force entre les forces traditionnelles de la gouvernance européenne – le triptyque Parti populaire européen (PPE), Socialistes & démocrates (S&D), Renew Europe – et les partis souverainistes ne s'est pas encore transcrite dans la répartition des *top jobs* européens. Le collège des Commissaires compte néanmoins déjà un vice-président ECR, l'italien Raffaele Fitto. Une victoire aux élections nationales dans plusieurs grands États européens pourrait justifier une présence renforcée de

l'extrême droite dans la répartition des postes lors du renouvellement de 2029.

## Une communauté d'idées à droite ?

Ce nouvel équilibre appuie dès aujourd'hui un agenda de rapprochement entre les droites et les extrêmes droites européennes. 32% à 53% des votes des groupes PfE et ECR sont alignés sur ceux des chrétiens-démocrates du PPE<sup>7</sup>. Et cette collaboration se matérialise sous la forme d'une majorité alternative dans l'hémicycle. En mars dernier, la position du Parlement européen concernant le règlement sur le « Retour » a été adoptée avec le soutien de la grande majorité des eurodéputés du PPE et de toutes les formations siégeant à leur droite dans l'hémicycle.

En France, Bruno Retailleau proposait il y a quelques semaines de « mettre au banc des nations européennes » l'Espagne face à la menace que constituerait son programme de régularisation de travailleurs immigrés<sup>8</sup>. « Nous sommes désormais une majorité [...]. L'Europe a changé, elle se droitise », arguait le président des Républicains pour appuyer son raisonnement. Sa sortie illustre la bonne volonté de la droite française lorsqu'il s'agit d'emboîter le pas aux positions les plus radicales. Une partie de la délégation LR française au Parlement européen, à commencer par son chef de file François-Xavier Bellamy, est ainsi sortie du rang à l'automne 2025 pour voter en faveur de la motion de censure contre Ursula von der Leyen<sup>9</sup>. Son premier signataire était Jordan Bardella.

De ces deux synergies, européenne et hexagonale, le RN puise l'assurance de sa capacité d'entraînement de la droite traditionnelle et affiche l'influence institutionnelle croissante de l'extrême droite comme un argument plaidant pour sa capacité à transformer l'Union de l'intérieur.

Le discours sur la victoire – idéologique et tactique – européenne présente ainsi des atouts puissants pour devenir l'un des socles argumentaires de la campagne de la future candidate/du futur candidat RN. Il demeure toutefois un paravent pour des faiblesses structurelles.

Premièrement, les divers camps de l'extrême droite européenne sont divisés. La position vis-à-vis de la Russie constitue une pierre de touche de leurs divergences. C'est ce qu'illustraient les positions de Viktor Orbán, allié du RN, partisan d'un rapprochement avec Moscou, et celles des dirigeants italiens ou belges qui, à l'inverse, affichaient leur soutien à l'Ukraine.

Ensuite, le récent l'exemple hongrois ou celui de la Pologne en 2023 démontrent que rien n'est joué d'avance et contredisent le narratif du raz-de-marée dans les quatre grands pays européens qui tiendront des élections en 2027.

1. L'Espagne, la France, l'Italie et la Pologne représentent 48% de la population de l'UE. La France organise un scrutin présidentiel, les trois autres pays, des législatives.
2. Lors du premier congrès des Patriotes (1<sup>st</sup> Patriot Grand Assembly) tenu à Budapest le 23 mars 2026, Marine Le Pen déclare : « Vous [les Hongrois] êtes les premiers à voter dans ce qui s'annonce comme un bouleversement électoral [...] Si l'on en croit les sondages, nombreux et unanimes, ces votes vont sans doute bouleverser la carte de l'Europe. Ils vont faire advenir non pas une minorité de blocage mais une nouvelle majorité qualifiée. »
3. Théo Bourgoïn-Verdier, *Analyse des élections européennes : une mobilisation des électorats et une mobilisation de l'extrême droite en Europe*, Fondation Jean-Jaurès, 12 juin 2024 ; Théo Bourgoïn-Verdier, « *Dire stop ou encore à l'Europe* » : *pourquoi les arguments traditionnels contre le RN ne fonctionnent plus*, Fondation Jean-Jaurès, 18 mars 2024.
4. Discours de Jordan Bardella à Rome le 18 avril 2026 dans un meeting des Patriotes pour l'Europe, groupe d'extrême droite au sein du Parlement européen qu'il préside en tant que député européen.
5. La pétition lancée par le RN en janvier 2025 fait un résumé des principaux angles d'attaque du parti.
6. Pedro Sánchez en Espagne, Mette Frederiksen au Danemark, Robert Abela à Malte.
7. Juliette Raulet-Descombey, « Nouvelles alliances au Parlement européen : entre droite et extrême droite, la digue a cédé », *Fondation Jean-Jaurès*, 8 juin 2026.
8. Interview sur LCI, le 20 avril 2026.
9. Motion du 9 octobre 2025. Voir le [détail des votes](#).